

Unité Interdépartementale Anjou Maine
rue du Cul d'Anon
BP 80145
49183 SAINT-BARTHÉLÉMY D'ANJOU

SAINT-BARTHÉLÉMY D'ANJOU, le 03 juillet 2023

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 22/06/2023

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

TRIS Recyclage Valorisation

Zone de Belleville - Route de Belleville
Saint Pierre Montlimart
49110 Montrevault-sur-Èvre

Références : EC-2023-376-INSP-TRIS-St Pierre Montlimart-RAP
Code AIOT : 0006303445

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 22/06/2023 dans l'établissement TRIS Recyclage Valorisation implanté Zone de Belleville - Route de Belleville Saint Pierre Montlimart 49110 Montrevault-sur-Èvre. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- TRIS Recyclage Valorisation
- Zone de Belleville - Route de Belleville Saint Pierre Montlimart 49110 Montrevault-sur-Èvre
- Code AIOT : 0006303445
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

Depuis 2004, La société TRIS est spécialisée dans le transit, regroupement et démantèlement des DEEE (Déchets d'Équipements Électriques et Electroniques) et de déchets non dangereux.

Suite à son rachat en 2019, elle est devenue une filiale du groupe RD SAS spécialisée dans le traitement de déchets dangereux.

Les activités historiques de traitement des matériels informatiques ont été renforcées avec des activités de transit, regroupement et traitement d'autres déchets dangereux issus des activités industrielles.

Le site est exploité sous couvert d'un arrêté préfectoral consolidé en date du 17 mars 2022.

En 2022, environ 1 100 tonnes de déchets ont été traitées sur le site. Le nombre d'employés est de 15.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- bilan de récolement de l'arrêté préfectoral d'autorisation du 17 mars 2022 ;
- état des stocks ;
- contrôles réglementaires.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - les observations éventuelles ;
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes sont susceptibles de faire l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
3	Prévention de la pollution atmosphérique	Arrêté Préfectoral du 17/03/2022, article 3.2.2.3	Sans objet
6	Protection des milieux aquatiques	Arrêté Préfectoral du 17/03/2022, article 4.3.2	Sans objet
9	Prévention des risques technologiques	Arrêté Préfectoral du 17/03/2022, article 7.2.3	Sans objet
10	Prévention des risques technologiques	Arrêté Préfectoral du 17/03/2022, article 7.4.2	Sans objet
11	Prévention des risques technologiques	Arrêté Préfectoral du 17/03/2022, article 7.4.4	Sans objet

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Autres limites de l'autorisation	Arrêté Préfectoral du 17/03/2022, article 1.3.3	Sans objet
2	Gestion de l'établissement	Arrêté Préfectoral du 17/03/2022, article 2.7	Sans objet
4	Prévention de la pollution atmosphérique	Arrêté Préfectoral du 17/03/2022, article 3.2.2.5	Sans objet
5	protection des ressources en eau	Arrêté Préfectoral du 17/03/2022, article 4.2.8	Sans objet
7	gestion des activités de transit et traitement des déchets	Arrêté Préfectoral du 17/03/2022, article 5.2.4	Sans objet
8	prévention des nuisances sonores	Arrêté Préfectoral du 17/03/2022, article 6.3	Sans objet
12	Prévention des risques technologiques	Arrêté Préfectoral du 17/03/2022, article 7.6.2	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

D'une manière générale, l'inspection des ICPE a constaté que le site était propre et entretenu. Cinq écarts et une observation ont été relevés que l'exploitant s'est engagés à prendre en compte :

- installer le système de canalisation des poussières et des COV au niveau du broyeur d'ici début septembre 2023. Dans cette attente, interdiction de broyage des déchets d'emballages de déchets dangereux ;
- remettre en service le piézomètre PZ3 d'ici la prochaine campagne des eaux souterraines programmée en novembre 2023 ;
- justifier que les matériaux du mur coupe-feu en limite de propriété sont REI120 dans un délai de trois mois ;
- lever et formaliser les observations notées dans le rapport de vérification des installations électriques dans un délai de trois mois ;
- justifier les mesures de maîtrise du risque incendie à l'intérieur du site pour l'installation de broyage de déchets dangereux dans un délai de trois mois ;
- réaliser une étude précise sur la composition des rejets atmosphériques du broyeur dans l'année qui suit la mise en service du broyeur soit d'ici mai 2024.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Autres limites de l'autorisation

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 17/03/2022, article 1.3.3
Thème(s) : Autre, Description des activités
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Les activités du site sont : <ul style="list-style-type: none">• la collecte, le transit et le traitement de déchets non dangereux issus des activités économiques ;• la collecte, le transit/regroupement, le démantèlement et le reconditionnement de DEEE ;• la collecte, le transit et le traitement de déchets dangereux issus des activités industrielles. Les équipements nécessaires au fonctionnement de l'établissement sont : <ul style="list-style-type: none">• un bâtiment (zone 3) regroupant :<ul style="list-style-type: none">- un atelier de 1 240 m² de tri, stockage, démantèlement et reconditionnement des DEEE ;- un atelier de 960 m² de tri, transit de déchets dangereux et de broyage de papiers et câbles ;- une zone de 850 m² de stockage en mezzanine ;• un hangar pour l'unité de broyage des emballages et solides souillés (zone 4) ;• une zone de déchets vrac (zone 5) comprenant :<ul style="list-style-type: none">- un auvent abritant une fosse de curage des eaux et boues hydrocarburées et une station de lavage des contenants ;- cinq cuves de 50 m³ et une cuve de 20 m³ placées sur rétention ;- deux conteneurs maritimes pour les unités de déshydratation et de séchage de boues d'hydroxydes métalliques ;• des aires de stockages imperméabilisées pour les contenants vides et les déchets issus du démantèlement des DEEE (zone 6).
Constats : L'exploitant indique que tous les aménagements prévus n'ont pas été réalisés à cette date du fait du contexte économique et de la crise énergétique ayant entraîné une augmentation importante des prix des matériaux. Deux cuves ont été installées sur les cinq prévues. L'unité de déshydratation et de séchage de boues n'est pas installée. Ces installations seront mises en place progressivement avec la reprise des activités économiques.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 2 : Gestion de l'établissement

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 17/03/2022, article 2.7
Thème(s) : Autre, Mise en application de l'arrêté
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Dans un délai d'un an suivant la mise en service des activités industrielles, l'exploitant procède à un récolement des dispositions du présent arrêté. Pour chaque prescription, ce bilan justifie la pertinence et le dimensionnement des mesures techniques et organisationnelles retenues pour les respecter.
Constats : L'audit de récolement a été réalisé les 12 et 13 décembre 2022 et complété le 25 mai 2023 par le prestataire QSE Atlantique. L'exploitant a apporté ses commentaires sur les non-conformités identifiées en décrivant l'avancement des mesures correctives. Les mesures suivantes ont notamment été réalisées : <ul style="list-style-type: none">- déclaration GERE 2022 ;- procédure d'information préalable des déchets dangereux revue et mise à jour des dossiers en cours ;- plan du site avec l'identification des zones à risques ;- zonage ATEX mis en place. L'exploitant a apporté ses commentaires sur la non conformité suivante : <ul style="list-style-type: none">- commande en cours pour l'achat d'une unité d'aspiration et traitement des COV diffus lors des opérations de transfert des solvants dans le bâtiment (article 5.4.2.1 de l'AP du 17/03/22). Les autres non conformités relevées font l'objet des constats suivants n° 3, 4, 6 et 9 relevés lors de la visite d'inspection.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 3 : Prévention de la pollution atmosphérique

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 17/03/2022, article 3.2.2.3
Thème(s) : Risques chroniques, Broyage de déchets dangereux
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Les rejets atmosphériques du broyeur de déchets d'emballages souillés sont canalisés et traités (filtre à poussières - laveur de gaz). Les rejets atmosphériques respectent les valeurs limites suivantes : Poussières : 5 mg/Nm ³ COVT : 30 mg/Nm ³ . Les unités de déshydratation et de séchage de boues ne génèrent pas de rejets atmosphériques.
Constats : L'unité de traitement des rejets atmosphériques du broyeur de déchets dangereux n'est pas mise en place. Le broyeur a été installé fin 2022. Suite aux essais de mise en service, il est reparti chez le fabricant en Italie pour remplacement d'une pièce non conforme. Il a été remis effectivement en service en mai 2023. Lors de la visite d'inspection, le broyeur ne fonctionnait pas. Le système de canalisation et filtration des poussières et des COV n'est pas installé. Il s'agit d'un système fabriqué sur mesure, la commande est en cours et la mise en place du matériel de canalisation des poussières et des COV est programmée pour début septembre 2023. Actuellement, les seules matières broyées grossièrement sont les PAM (Petits Appareils Ménagers) après démontage manuel des composants à extraire. Les déchets d'emballages souillés ne sont pas broyés actuellement. La première campagne des rejets atmosphériques canalisée sera réalisée au second semestre 2023. L'inspection des ICPE informe l'exploitant que les activités de broyage d'emballages de déchets dangereux ne peuvent être réalisées en l'absence du système de canalisation des rejets atmosphériques et lui demande de justifier de la mise en place du système de canalisation des poussières et des COV dans un délai de trois mois.
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

N° 4 : Prévention de la pollution atmosphérique

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 17/03/2022, article 3.2.2.5
Thème(s) : Risques chroniques, Surveillance des rejets
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : La fréquence de surveillance des effluents gazeux est semestrielle et porte sur les paramètres de l'article 3.2.2. La fréquence pourra être réduite à une mesure annuelle si les niveaux d'émissions sont stables durant les trois premières années. Dans un délai d'un an après la mise en service des installations, l'exploitant réalise une étude précise sur la composition des rejets atmosphériques du broyeur de déchets dangereux émis en fonction des différentes typologies de déchets traités afin de s'assurer de la pertinence des données d'entrée de l'évaluation des risques sanitaires. A défaut, l'évaluation des risques sanitaires est actualisée.
Constats : La première analyse des rejets atmosphériques canalisés est programmée d'ici la fin du second semestre 2023, dans les six mois suivant la mise en service du broyeur en mai 2023.
Observations : L'inspection des ICPE rappelle à l'exploitant qu'une étude précise sur la composition des rejets atmosphériques du broyeur doit être réalisée dans l'année qui suit la mise en service du broyeur soit d'ici mai 2024.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 5 : Protection des ressources en eau

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 17/03/2022, article 4.2.8
Thème(s) : Risques chroniques, Valeurs limites de rejet et contrôle des rejets
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Les rejets des eaux pluviales respectent les valeurs limites définies ci-dessous : pH : 5,5 – 8,8 Température : < 30°C Matières en Suspension – MES : 35 mg/l DCO : 125 mg/l Arsenic (As) : 0,05 mg/l Cadmium (Cd) : 0,025 mg/l Chrome (Cr) : 0,1 mg/l Cuivre (Cu) : 0,25 mg/l Nickel (Ni) : 0,2 mg/l Plomb (Pb) : 0,1 mg/l Zinc (Zn) : 2 mg/l Mercure (Hg) : 5 µg/l Hydrocarbures totaux – HCT : 5 mg/l L'exploitant s'assure de la conformité de ses rejets à ces valeurs limites par une analyse mensuelle sauf s'il n'est procédé à aucun rejet au milieu naturel dans la période correspondante aux fréquences de mesure. Aucune valeur instantanée ne doit dépasser le double des valeurs limites de concentration. La surveillance des paramètres PFOA et PFOS est réalisée à une fréquence semestrielle.
Constats : Les analyses de rejets des eaux du bassin de stockage des eaux pluviales sont réalisées régulièrement en période de rejets. Les résultats des analyses de septembre 2022 à mai 2023 sont conformes. La première analyse semestrielle des PFOA et PFOS a été réalisée le 17 janvier 2023 par le laboratoire WESSLING. Les résultats sont inférieurs à la limite de quantification (< 0,05 µg/l) pour les PFOA et les PFOS.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 6 : Protection des milieux aquatiques

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 17/03/2022, article 4.3.2
Thème(s) : Risques chroniques, Modalités de surveillance des eaux souterraines
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Sans préjudice des dispositions qui peuvent être mises en œuvre en cas de constat d'anomalies, la surveillance est effectuée tous les ans à raison de deux mesures (en période de basses eaux et hautes eaux).</p> <p>Le niveau piézométrique de chaque ouvrage de surveillance est relevé à chaque campagne de prélèvement. L'exploitant joint alors aux résultats d'analyse un tableau des niveaux relevés (exprimés en mètres NGF), ainsi qu'une carte des courbes isopièzes à la date des prélèvements, avec une localisation des piézomètres.</p> <p>L'eau prélevée fait l'objet de mesures des substances pertinentes susceptibles de caractériser une éventuelle pollution de la nappe compte tenu de l'activité actuelle ou passée de l'installation. Les analyses réalisées sur chaque prélèvement portent à minima sur les métaux listés à l'article 4.2.8, les hydrocarbures totaux (HCT), HAP, BTEX, COHV. Les analyses sont effectuées selon les normes en vigueur.</p> <p>Les résultats de mesures sont transmis à l'inspection des installations classées, accompagnés des commentaires nécessaires sur d'éventuelles anomalies..../...</p>
<p>Constats :</p> <p>Un prélèvement et une analyse d'eau souterraine ont été réalisés sur les piézomètres PZ1 et PZ2 le 21/11/2022. Aucune observation n'est à signaler. Le prélèvement n'a pas pu être effectué sur le piézomètre PZ3. Le tubage (hors du sol) a été décalé par rapport à celui qui descend dans la nappe (dans le sol), la descente de la pompe était impossible. Le piézomètre PZ3 va être entièrement refait, un devis est en cours avec Bureau Véritas.</p> <p>Le contrôle en période des basses eaux a été réalisé par l'Apave le 15 juin dernier.</p> <p>Le piézomètre PZ3 sera opérationnel pour la prochaine campagne en période hautes eaux programmée en novembre 2023.</p> <p>L'inspection des ICPE demande à l'exploitant que la prochaine campagne de surveillance des eaux souterraines programmée en novembre 2023 porte sur les trois piézomètres du site. Les résultats des contrôles des eaux souterraines seront transmis à l'inspection des ICPE avec le rapport d'activités 2023.</p>
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

N° 7 : Gestion des activités de transit et traitement des déchets

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 17/03/2022, article 5.2.4
Thème(s) : Risques accidentels, Etat des stocks
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : L'exploitant tient à jour, un état des stocks hebdomadaire présents dans l'installation par catégorie de déchets. Cet état des stocks est tenu à la disposition de l'inspection des installations classées et des services d'incendie et de secours ainsi qu'un plan de localisation des stockages. Les quantités de déchets présents sont proportionnées aux capacités de gestion du site (taille des casiers).
Constats : Un état des stocks hebdomadaire est tenu par l'exploitant. Il est affiché dans les locaux administratifs de l'établissement. Lors de la visite d'inspection, il a été constaté que les quantités de matières stockées étaient bien inférieures aux quantités maximales autorisées.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 8 : Prévention des nuisances sonores

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 17/03/2022, article 6.3
Thème(s) : Risques chroniques, Contrôle des niveaux sonores
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : L'exploitant fait procéder, par un organisme extérieur, à une campagne de mesures des niveaux sonores dans les six mois suivant la mise en service des installations de traitement de déchets. Ensuite, une mesure du niveau de bruit et de l'émergence représentative de l'activité du site doit être effectuée au moins tous les trois ans.
Constats : La campagne de mesures des niveaux sonores est programmée en septembre 2023. Les résultats seront transmis avec le rapport annuel d'activités 2023 sauf si les résultats sont non conformes.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 9 : Prévention des risques technologiques

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 17/03/2022, article 7.2.3
Thème(s) : Risques accidentels, maîtrise des zones d'effets en cas de sinistre
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : .../... Un mur coupe REI 120 d'une hauteur de 3,20 m est mis en place en limite de propriété sur la façade Est le long des alvéoles de stockage afin de confiner les effets létaux en cas d'incendie.
Constats : Le mur en limite de propriété le long des alvéoles de stockage est constitué de mégablocks béton. L'exploitant n'était pas en mesure de justifier des propriétés de réaction et de résistance au feu des matériaux. L'inspection des ICPE lui demande de s'assurer auprès du fabricant (entreprise Courant à Chalonnes) que les matériaux sont coupe-feu REI120 dans un délai de trois mois.
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

N° 10 : Prévention des risques technologiques

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 17/03/2022, article 7.4.2
Thème(s) : Risques accidentels, Installations électriques
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : .../... Une vérification de l'ensemble des installations électriques et des mises à la terre des masses métalliques est effectuée au minimum une fois par an par un organisme compétent qui mentionne explicitement les défauts relevés dans son rapport. Les mesures correctives sont prises dans les meilleurs délais et tracées.
Constats : Les installations électriques ont été contrôlées le 9 juin 2023 par l'Apave. Des observations ont été relevées. L'Inspection des ICPE demande à l'exploitant de les lever et les formaliser dans un délai de trois mois.
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

N° 11 : Prévention des risques technologiques

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 17/03/2022, article 7.4.4
Thème(s) : Risques accidentels, Systèmes de détection et extinction automatiques
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : ... /... Le broyeur de déchets solides souillés est équipé d'un système de détection incendie associée à une extinction automatique (canon à poudre). .../...
Constats : Lors de la réalisation des essais, le système de détection automatique dont la sensibilité élevée entraînait des déclenchements intempestifs perturbaient l'activité de broyage, avec un risque, à terme, de shuntage du système de détection automatique par l'opérateur. L'exploitant indique donc que, pour des raisons techniques, un autre dispositif a été mis en place avec une caméra thermique et un extincteur à boule. Le broyeur ne fonctionne qu'en présence d'un opérateur formé aux risques d'incendie. Le site est équipé de quatre caméras thermiques, dont une au niveau du broyeur, reliées à un écran situé dans le local administratif et à l'alarme incendie. Des caméras de levée de doute et de surveillance sont installées sur le site. Quatre employés sont susceptibles d'être alertés par l'entreprise de surveillance (Multi Protec) en cas d'alarme incendie en dehors des heures de présence. Le système de détection incendie associée à une extinction automatique prévu n'ayant pas été mis en place, l'inspection des ICPE demande à l'exploitant d'informer le préfet des modifications apportées à l'installation de broyage et de justifier les mesures de maîtrise des risques en cas de sinistre au niveau du broyeur de déchets dangereux dans un délai de trois mois.
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

N° 12 : Prévention des risques technologiques

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 17/03/2022, article 7.6.2
Thème(s) : Risques accidentels, disponibilité et entretien des moyens d'intervention
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Tous les matériels de sécurité et de secours (moyens de lutte, équipements individuels...) sont conformes aux normes en vigueur. Ils sont régulièrement entretenus et maintenus en bon état de fonctionnement. Ils font l'objet de vérifications périodiques par un technicien qualifié dont les modalités et les résultats des contrôles sont enregistrés.
Constats : Les extincteurs, systèmes d'alarme sont contrôlés régulièrement. Les derniers réalisés par Multi Protec datent du 5 juin 2023.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet